

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Express

CONCERTATION POLITIQUE : SATISFACTION DE L'UNI

Photo : Jocelyn Abila



Au lendemain de la Concertation politique, l'Union nationale initiale (UNI), de Paul-Marie Gondjout, s'est fendue d'une déclaration vendredi dernier. Objectif : analyser et livrer à l'opinion publique la pertinence des recommandations découlant de cette grand-messe. D'entrée, Reine Adhiaenot Ogandaga, porte-parole dudit parti, a précisé que l'UNI "est prête à ouvrir des discussions franches et constructives avec les partis et personnalités politiques qu'ils soient de la majorité au pouvoir ou de l'opposition". D'où la participation de cette formation à la récente concertation politique. Occasion pour l'oratrice de saluer l'harmonisation des mandats politiques. "De même que cet alignement évitera à notre pays d'organiser des élections tous les 18 à 24 mois, il constituera un gain de temps et d'argent pour permettre au pays de se mettre résolument au travail sans les entraves politiques de campagnes et de tensions électorales", soutient-elle. Dans la foulée, elle salue l'introduction d'une dose de proportionnelle dans la désignation des membres des bureaux des conseils locaux. "Cette avancée contribuera au renforcement de la représentativité des forces politiques pour une meilleure participation de l'ensemble des citoyens à l'exercice démocratique des responsabilités locales (...)", estime-t-elle.

UNE "CONSPIRATION" SELON LE FPG

Photo : Jocelyn Abila



Parmi les réactions enregistrées au terme de la récente concertation politique figure celle de Gérard Ella Nguema, président de Front patriotique gabonais (FPG) et du regroupement des partis politiques dénommé la "Troisième voix". Le week-end écoulé, ce dernier a effectué une déclaration à son siège sis à Sotega. L'homme a tenu à livrer sa part de vérité inhérente à la récente rencontre entre Alain-Claude Bilie-By-Nze, Premier ministre et les leaders de l'opposition ayant claqué la porte de la concertation politique. "Nous n'avons pas demandé à rencontrer le Premier ministre. Il nous a conviés à son cabinet", a-t-il lâché. Non sans souligner qu'il n'était nullement question d'un retour à la table des négociations pour eux. Par la suite, il a fustigé l'attitude de certains de ses pairs de l'opposition (Ndlr la Lippades et la PG 41) faisant le jeu des gouvernants. "La concertation qui vient de s'achever n'a rien accouché de bon. Pire, elle détruit les Accords d'Agondjé", pense-t-il. Autre conclusion, suscitant entre autres, son ire le retour au scrutin présidentiel à un tour.

YFI

Résultats de la concertation politique : un "moindre mal" selon l'opposition

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

À la suite des acteurs de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), ceux de l'opposition ayant pris part à la récente concertation politique ont tenu à livrer également leur part de vérité. Ils l'ont fait hier lors d'une conférence de presse organisée à la résidence du président de la PG 41, Me Louis-Gaston Mayila. Occasion pour Laurent Angue Mezui, rapporteur de l'opposition à ladite concertation de faire le compte rendu de cette grand-messe. Pour ce bord, les acteurs ayant pris part à cette concertation n'avaient pas face à eux des "enfants de chœur". S'agissant du retour à l'élection présidentielle à un tour, les participants de l'opposition estiment qu'il ne s'agit point d'un "recul démocratique". "Il est vrai que le scrutin uninominal à un tour pose un problème de légitimité. Il y a aussi que ce mode de scrutin est perçu comme un stratagème pour empêcher l'opposition de conquérir le pouvoir. Mais il faut savoir raison garder", soutient Serge Maurice Mabiala du



Photo : Jocelyn Abila

Les leaders de la PG 41, lors de la conférence de presse des acteurs de l'opposition ayant participé à la concertation politique.

Rassemblement héritage & modernité (RHM). Pour lui et ses pairs, c'était soit opter pour cette recommandation ou laisser passer comme lettre à la poste l'élection du président de la République au suffrage universel indirect. Avant de fustiger l'attitude des leaders de l'Union nationale (UN), de la "Réappropriation du Gabon, pour son indépendance et sa reconstruction" (RÉAGIR), du Front patriotique gabonais (FPG) et du Rassemblement pour la patrie et la modernité

(RPM). Non sans les qualifier de "déserteurs". Vu que ceux-ci ont pondu des mémorandums et n'ont finalement pas participé aux discussions. "Nous sommes convaincus qu'il y a eu des avancées. Mais nous devons avoir les pieds sur terre. Le PDG parti au pouvoir fait ce qu'il veut quand il veut", a déclaré sans sourciller Séraphin Akure-Davain, co-président opposition. Une allusion explicite au caractère exécutoire des recommandations adoptées de façon consensuelle par la majorité et l'opposition.

Tribune des partis politiques

"Deux poids, deux mesures" !

LES récentes sanctions enregistrées au sein du Parti démocratique gabonais (PDG) ont failli être passés sous silence. Et pour cause, la concertation politique a véritablement cristallisé l'actualité. Nulens volens, la suspension de Patrick Eyogho Edzang, secrétaire général adjoint 5, chargé des relations avec les partenaires politiques se justifie bel et bien. L'incriminé, par ailleurs "fils putatif" de René Ndemezo'Obiang, s'est permis de tenir des propos orduriers à l'endroit du "fils de Biflossi". Nul doute que l'ancien membre du gouvernement fera valoir que ses propos ont été relayés à son insu. Honnêtement, quel exemple ce militant – secrétaire général adjoint de surcroît – donne-t-il à la base ? En quoi le retour d'"El capo" peut susciter autant d'animosité ?

Dans tous les cas, lesdits propos ternissent véritablement l'image du "parti de masse". Si l'on peut tirer un chapeau à la Commission permanente de discipline pour la sanction écopée par l'ex-militant de "Démocratie nouvelle" (DN), on peut tout de même s'interroger sur celle d'Éloi Nzondo, secrétaire général adjoint 3, chargé des relations extérieures. En effet, les motifs évoqués par la commission présidée par Dieudonné Yaya suscitent des interrogations. En quoi les propos de "l'enfant populaire" de la Baie des cochons [Ndlr : j'ai subi des coups et je continue de subir] sont de nature à porter atteinte à l'unité du parti, tels que présentés ? Autre grief formulé à son encontre, avoir écarté de sa rentrée politique, les responsables politiques

de cet arrondissement (sic). À y regarder de près, la présence à cette activité du membre du Comité permanent du Bureau politique, pour le compte de l'Ogooué-Ivindo et celle d'un des doyens de l'Estuaire, en la personne Paul Biyoghé Mba, a sans doute contrarié les responsables politiques de cette circonscription. En invitant deux "camarades" non moins hiérarques du parti au pouvoir, Éloi Nzondo aurait-il commis un crime de lèse-majesté ? On est tenté de croire qu'au le Parti démocratique gabonais l'adage selon lequel "la discipline est l'apanage du militant". semble parfois à géométrie variable, encline à toutes les interprétations. Deux poids, deux mesures.

Yannick Franz IGOHO